

Message commun des ONG sociales d'Europe

2010 CONSTRUIRE UNE
EUROPE **POUR TOUS**
www.endpoverty.eu



2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

L'année 2010 a été désignée Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle vient à point nommé, sur fond d'une crise financière, économique et sociale sévère, à laquelle on ne pourra répondre sans définir une nouvelle vision commune de la société que nous voulons pour nous-mêmes et les générations futures. Une nouvelle vision qui s'accompagne d'un engagement, à construire une Europe au sein de laquelle personne ne soit plus exposé à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Voilà quel devrait être l'héritage de cette année européenne. Ces éléments sont fondamentaux à un véritable plan de relance contre la crise.

La pauvreté et l'exclusion sociale, c'est ...

... "voir ses droits humains bafoués"

... "Les jours sans pain sont les plus longs"

... " nous voler notre avenir en nous laissant à l'écart de la société de la connaissance"

"travailler à plein-temps, sans gagner assez pour vivre décemment"

... "ce qui épuise les sans-abri, c'est le temps. On est toujours à attendre, toujours sur le qui-vive..."

... "avoir un salaire régulier et voir ses dettes augmenter malgré tout"

"difficile d'en parler, mais quand j'ai commencé à en parler avec d'autres, je ne me suis plus sentie différente ni gênée"

... "une pression constante. Qui vous épuise. Personne n'est jamais préparé à vivre dans de telles conditions"

"Je suis vieux, je vis seul. Je suis malade aussi. La solitude me fait peur... je pleure quand je suis seul, mais j'essaie d'avoir l'air bien quand je sors"

... " se réveiller dans un logement délabré qui vous coupe l'envie de faire quoi que ce soit"

"je suis sans-papier, donc pour vous je n'existe pas"

... "toutes les agences veulent les mêmes papiers, et chaque fois plus de photocopies"

... "mes enfants hériteront de ma pauvreté"

(Paroles de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale en Europe)

La pauvreté est un phénomène pluridimensionnel

La pauvreté ne se limite pas à un manque de ressources financières et de revenus issus du travail ou des aides sociales. Elle englobe également les notions de **vulnérabilité**, de **précarité**, d'**absence d'opportunités**, d'**injustice** et de **déni de droits**, tels que l'accès à l'éducation et à la santé, au logement, à l'emploi, aux services et aux infrastructures, ou encore l'accès à l'information, à la culture et à la participation politique.

Sur fond de crise économique et financière mondiale, les ONG s'inquiètent de l'actuelle **stratégie européenne focalisée sur la croissance, l'emploi et la libéralisation du marché, qui n'accorde aucune attention à la justice, à l'inclusion, à la participation et à la redistribution, et qui n'est pas parvenue à donner le jour à une Europe sociale, où chacun aurait accès à ses droits fondamentaux.**

2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, sera l'occasion d'apporter des changements politiques capables d'avoir un impact concret et durable sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités. C'est pourquoi **nous appelons à une mobilisation générale aux niveaux local, national et européen.**

Eradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe, signifie...

L'Accès aux droits et à la dignité pour tous

Il est temps d'en finir avec les stéréotypes sur les personnes en situation de pauvreté : il n'existe pas de pauvres « qui le méritent » ou « qui ne le méritent pas ». La crise économique et les changements dans les systèmes de protection sociale ont exposé davantage de personnes à la pauvreté et à l'insécurité. Les droits sociaux, le droit à la santé, à l'éducation, à la culture et au revenu sont des droits fondamentaux pour tous, indépendamment de l'âge, du genre ou du statut légal. Le cercle de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté doit être rompu. Les principes de solidarité, d'égalité entre les hommes et les femmes, d'égalité des chances pour tous et de non-discrimination doivent motiver des politiques visant à éradiquer la pauvreté et l'exclusion.

La pauvreté est une réalité quotidienne pour des millions de personnes au sein de l'Union Européenne:

16% de la population européenne est menacée par la pauvreté, soit environ **79 millions** de personnes.

Aucune diminution majeure du risque de pauvreté n'a été enregistrée depuis l'an 2000 (en 2001, 15% de la population européenne dans 15 Etats membres) tandis qu'avant la crise, on enregistrait déjà des augmentations dans 5 Etats membres. La problématique du genre doit être prise en compte dans toute action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Au sein de l'Union, **30 millions de personnes** sont sous-alimentées (congrès des experts européens en nutrition, août 2009).

Le fait d'**avoir un emploi ne protège pas contre le risque de pauvreté**. En 2007, 8% des citoyens de l'UE des 27 (âgés de 18 ans et plus) et qui occupaient un emploi, se trouvaient sous le seuil de pauvreté; **19 millions** de personnes sont des **travailleurs pauvres**.

En 2007, le revenu des 20% de personnes les plus riches de l'UE était presque 5 fois plus élevé que le revenu des 20% de personnes les plus pauvres.

4% (plus de 19 millions de personnes) des résidents européens ne disposent pas de toilettes intérieures réservées au seul usage du ménage.

18% des personnes qui vivent en Europe occupent des logements qui présentent de graves problèmes d'humidité.

64% des citoyens européens pensent que davantage de décisions devraient être prises au niveau européen pour mieux protéger les droits sociaux (Eurobaromètre de sept. 2009).

(Sauf contre-indication, toutes les statistiques proviennent d'Eurostat).

L'économie au service des gens et de l'intérêt public

Les systèmes économiques européens doivent être réformés afin de protéger les personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les investissements publics et une redistribution plus juste des richesses doivent reprendre leur rôle central dans la conception des politiques économiques et sociales. Il convient de promouvoir l'économie sociale, qui lie les activités économiques à la réalisation d'objectifs sociaux tels que l'accès aux soins de santé, à un emploi décent et à un logement abordable ; non seulement l'économie sociale est-elle une réponse aux nouveaux besoins des communautés, mais constitue aussi un gisement d'emplois, principalement pour les personnes vulnérables et les groupes en difficulté.

Mobiliser toutes les politiques

La pauvreté est due à des causes structurelles et personnelles ; elle est générée et perpétuée tous les jours par des politiques inadéquates et par l'absence d'engagement politique. On ne peut considérer que la pauvreté fait partie intégrante de la structure sociétale. Le moment est venu de repenser le système – de mettre en place des politiques privilégiant la solidarité, les droits sociaux et l'intérêt commun. La construction d'une Europe sans pauvreté demande la mobilisation et la coordination, à tous les niveaux, de l'ensemble des politiques sociales, économiques, d'emploi, de santé, culturelles et de logement, de telle sorte qu'elles puissent se renforcer mutuellement.

Garantir les services universels et fournir les mesures ciblées nécessaires

Des services universels accessibles pour tous constituent le fondement nécessaire au redressement des inégalités qui mènent à la pauvreté et à l'exclusion sociale. En outre, s'imposent des mesures spécifiques qui reconnaissent que les personnes en situation de grande pauvreté et d'exclusion sociale sont particulièrement vulnérables et que leurs droits fondamentaux sont fréquemment violés.

Participation et engagement

La participation et l'engagement de chacun sont essentiels à la construction de sociétés qui incluent tout le monde. Des institutions démocratiques représentatives fortes et efficaces s'imposent, pour

garantir la défense de l'intérêt commun. La transparence et la responsabilité dans les processus d'élaboration des politiques sont nécessaires pour stimuler la confiance dans nos processus démocratiques. La démocratie participative est nécessaire et elle doit garantir que les voix des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale soient entendues et prises en compte. L'engagement personnel, par le biais d'activités bénévoles, doit être reconnu et promu. Des efforts particuliers devraient être déployés pour accroître l'autonomie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale afin qu'elles puissent s'impliquer activement dans leurs quartiers.

La solidarité partout dans le monde

La dimension européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ne peut être dissociée des défis mondiaux liés aux changements démographiques, à la migration, aux changements climatiques et au travail décent. Les causes structurelles de la pauvreté sont reliées entre elles et une plus grande solidarité entre les différentes luttes pour l'éradication de la pauvreté dans le monde est nécessaire. L'UE doit consolider son rôle sur la scène internationale en tant que protagoniste de la justice commerciale, de l'annulation des dettes, de l'éradication de la pauvreté et d'une application réelle des normes d'un travail décent pour tous.

2010 doit marquer un engagement politique fort pour une Europe sociale et contre la pauvreté Agir politiquement, maintenant !

La coalition des ONG autour de l'Année européenne 2010 est coordonnée par EAPN (Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) et a pour membres :

Les réseaux nationaux d'EAPN, AFEM (Association des Femmes de l'Europe Méridionale), AGE (Plate-forme européenne des personnes âgées), ATD Quart Monde, Autisme Europe, Caritas Europa, CEBSD (Combined European Bureau for Social Development), CECODHAS (Comité de liaison européen pour le logement social), CECOP (Confédération européenne des coopératives de production et de travail associé, des coopératives sociales et des entreprises sociales et participatives), CEV (Centre européen du volontariat), COFACE (Confédération européenne des organisations familiales dans l'UE), Eurodiaconia, EAEA (Association européenne pour l'Education des adultes), EASPD (Association européenne des prestataires de services pour personnes handicapées), EBU (European Blind Union), EDF-FEPH (Forum européen des personnes handicapées), EFSC (Fondation européenne pour les enfants de la rue), ENAR (Réseau européen contre le racisme), EPHA (Alliance européenne pour la santé publique), EPPF (International Planned Parenthood Federation European Network), EPR (European Platform for Rehabilitation), ERIO (European Roma Information Office), ESAN (Réseau européen d'action sociale), EURAG (Fédération européenne des personnes âgées), Eurochild, European Social Platform, EWL (Lobby européen des femmes), FAI (Fédération internationale des associations chrétiennes des travailleurs italiens), FEANTSA (Fédération européenne des Associations nationales travaillant avec les sans-abri), FEFAP (Fédération européenne des femmes actives au foyer), ICSW (International Council for Social Welfare), IJO (Observatoire international de justice juvénile), ILGA Europe (Association internationale des lesbiennes et des Gays Europe), Inclusion Europe, MHE (Santé mentale Europe), Bureau de liaison Croix Rouge – UE, SMES-Europa (Santé mentale - Exclusion sociale Europe), SOLIDAR, Workability Europe et Yes Forum (Youth and European Social Work), YFJ (Forum Jeunesse européen).

Contact: info@endpoverty.eu – Site web: www.endpoverty.eu

Les ONG sociales exigent

2010 BUILDING A
EUROPE FOR ALL
www.endpoverty.eu



Une campagne de sensibilisation sur les causes structurelles de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Lancer une campagne de sensibilisation sur les causes structurelles et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale, sur les causes et l'impact social de la crise actuelle et mettre en lumière l'aggravation de l'écart entre riches et pauvres, ainsi que le rôle de l'Etat dans la redistribution des richesses et l'application universelle des droits sociaux et économiques.

Un meilleur dialogue avec les personnes en situation de pauvreté et avec les ONG

Les personnes en situation de pauvreté, au même titre que les organisations qui les accompagnent, jouent un rôle central dans la recherche d'une solution durable à la pauvreté. Des lignes directrices européennes et nationales doivent être élaborées, puis appliquées, afin de stimuler leur participation et leur implication active dans le processus de gouvernance. Des investissements financiers à tous les échelons (local, national et européen) s'imposent pour accompagner la mise en œuvre des lignes directrices et garantir que les ONG de lutte contre la pauvreté aient les ressources pour activement participer, sur un pied d'égalité, à tous les niveaux du processus décisionnel.

Un héritage politique fort pour 2010

Une **nouvelle stratégie européenne globale, sociale et durable basée sur les droits fondamentaux**, qui ferait passer les populations et la planète d'abord et qui ouvrirait la voie à des avancées dans l'éradication de la pauvreté et des inégalités, est une condition préalable à l'élaboration de toutes les politiques européennes.

Un Conseil Européen spécial sur la pauvreté et l'exclusion et une déclaration des chefs d'Etats et de Gouvernements soutenant que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est l'une des principales priorités de l'agenda européen. Cette déclaration devrait déboucher sur une stratégie européenne renouvelée de l'inclusion sociale (dans le cadre de la Méthode Ouverte de Coordination), impliquant l'ensemble des acteurs et garantissant des avancées dans le dossier des objectifs chiffrés sur la pauvreté à convenir au niveau national et européen. La déclaration devrait s'engager en faveur d'avancées concrètes dans la garantie de l'accès pour tous à un travail décent et à des services universels de qualité et abordables – un logement décent, du chauffage abordable, l'éducation, la santé et les soins de longue durée, un revenu minimum adéquat, la formation et les services pour l'emploi....

Des avancées réelles en matière de systèmes de revenu minimum adéquat, afin de pouvoir sortir chaque enfant, chaque adulte et chaque personne âgée, de la pauvreté et de leur permettre d'exercer leur droit à la dignité. Un accord sur une définition européenne commune du caractère adéquat et sur les mesures à mettre en œuvre à cet égard, ainsi que sur une indexation régulière en fonction du coût de la vie, devrait servir de base à l'élaboration d'une directive-cadre européenne sur le revenu minimum, qui constituerait une percée historique dans le cadre de la coopération européenne autour de normes sociales plus élevées.

Un engagement pour l'éradication du sans-abrisme de rue, basée sur la Déclaration écrite du Parlement Européen et sur une définition européenne du sans-abrisme afin de permettre le recueil de données comparables et fiables et la compilation de rapports annuels sur actions et progrès réalisés par les Etats membres dans leur lutte pour l'éradication du sans-abrisme.

Des financements pour soutenir les engagements européens en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Un programme pauvreté européen : un nouveau programme devrait se baser sur la partie consacrée à l'inclusion sociale dans le programme européen actuel (PROGRES) et offrir un appui supplémentaire aux activités menées par les Etats membres pour aider les acteurs nationaux à participer aux stratégies européennes et soutenir l'échange de connaissances et l'apprentissage mutuel, via des « projets de démonstration » nationaux et locaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce programme devrait allouer suffisamment de ressources à l'objectif de participation des personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration des politiques et au renforcement des capacités de leurs organisations. De nouveaux engagements s'imposent pour garantir que les **Fonds structurels européens contribuent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.**